



**C\_2016\_047**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 19 MAI 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Direction Générale des Services

L'an deux mille seize le dix neuf mai à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la  
délibération:  
Modification  
statutaire du  
Syndicat Mixte de  
l'Argens : avis de la  
Communauté  
d'Agglomération  
Dracénoise et  
modification des  
statuts  
communautaires**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Daniel MARIA, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT(S) :**

Gilbert BOUZEREAU, Caroline COLLOMBAT, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : **24 MAI 2016**

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Il est rappelé que la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'est dotée, par délibération du 19 décembre 2013, de la compétence « entretien, gestion et aménagement des cours d'eau et prévention des inondations dans le bassin versant de l'Argens » et approuvé la modification de ses statuts. En effet, de par ses compétences en matière d'aménagement du territoire et de gestion des risques, la Communauté d'agglomération a répondu, de manière anticipée, à la prise de compétence obligatoire en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (compétence GEMAPI) aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre à compter du 1er janvier 2018.

Le Syndicat Mixte de l'Argens (SMA) a, quant à lui, été créé par arrêté préfectoral du 3 février 2014. Composée de 74 communes regroupées en 10 EPCI, dont la Communauté d'Agglomération Dracénoise, cette structure de gouvernance inter-territoriale assure, depuis son installation en octobre 2014, l'entretien, la gestion, l'aménagement des cours d'eau et la prévention des inondations dans le bassin versant de l'Argens.

Les statuts du Syndicat prévoyaient une progressivité dans la mise en œuvre de cette compétence sur le bassin versant de l'Argens en plusieurs cycles. Après une première phase ayant permis l'instauration d'une véritable gouvernance pour le suivi de l'élaboration du Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) de l'Argens, il est prévu un second cycle permettant de préciser le contenu matériel de cette compétence GEMAPI. Cette compétence implique à la fois et de façon combinée, dans une perspective de réduction du risque inondation, une gestion des aménagements de protection hydraulique et une gestion des milieux et de l'aléa par le ralentissement dynamique des écoulements.

Le SMA, dans sa séance du 25 avril dernier, a approuvé cette révision statutaire et il convient aujourd'hui que les membres du Syndicat délibèrent à cet effet.

Cette modification emportant également modification des statuts de la Communauté d'Agglomération dans l'intitulé de sa compétence, il convient également de modifier les statuts communautaires comme suit :

**« Gestion de l'eau, des inondations et des milieux aquatiques :**

**- Au titre de la compétence GEstion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI)**

- o La définition et la mise en œuvre de stratégies d'aménagement du bassin
- o L'entretien et l'aménagement des cours d'eau
- o La défense contre les inondations et contre la mer : système d'endiguement et aménagements hydraulique
- o La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que les formations boisées riveraines

**- Au titre des missions relevant du domaine Hors GEMAPI,**

- o L'animation et le portage de Schéma d'Aménagement et de Gestion des EAUX (SAGE), de Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations (PAPI), de Contrats de rivière et de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI).
- o Le suivi quantitatif et qualitatif des eaux superficielles des cours d'eau. »

Pour rappel, la compétence GEMAPI, aujourd'hui compétence facultative de l'agglomération, deviendra une compétence obligatoire à compter du 1er janvier 2018.

En outre, la question des missions relevant des compétences supplémentaires (Hors-GEMAPI) est conditionnée à la reconnaissance préalable d'un intérêt commun au bassin qui repose sur l'appréciation de 5 critères :

- la sécurité des personnes
- la protection d'un bassin d'emploi
- la protection d'un espace agricole
- la restauration morphologique
- la solidarité de bassin versant

Les actions ne relevant pas de l'intérêt commun au bassin sont considérées comme relevant d'un intérêt local et donc de la compétence exclusive de la Communauté d'Agglomération.

Pour rappel, une fois adoptée en séance, la délibération modifiant les statuts sera notifiée à chaque commune qui disposera d'un délai de 3 mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, la décision sera réputée favorable.

En conséquence, au vu de l'avis de la Commission mixte « Administration générale et Communication » et « Modernisation de l'action publique - Relations citoyennes - Conseil de développement » réunie le 11 mai 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Approuver la modification statutaire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, dans son article 9 comme suit :
  - « **Gestion de l'eau, des inondations et des milieux aquatiques :**
    - **Au titre de la compétence GESTION des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI)**
      - o La définition et la mise en œuvre de stratégies d'aménagement du bassin
      - o L'entretien et l'aménagement des cours d'eau
      - o La défense contre les inondations et contre la mer : système d'endiguement et aménagements hydraulique
      - o La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que les formations boisées riveraines
    - **Au titre des missions relevant du domaine Hors GEMAPI,**
      - o L'animation et le portage de Schéma d'Aménagement et de Gestion des EAUX (SAGE), de Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations (PAPI), de Contrats de rivière et de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI).
      - o Le suivi quantitatif et qualitatif des eaux superficielles des cours d'eau. »
- approuver le transfert de ladite compétence au Syndicat Mixte de l'Argens,
- approuver les nouveaux statuts du Syndicat Mixte de l'Argens, tels que figurant en annexe,
- autoriser Monsieur le Président à procéder à la notification de la présente délibération aux communes membres conformément à l'article L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales afin qu'elles délibèrent de manière concordante.

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le **24 MAI 2016**

ID : 083-248300493-20160524-C\_2016\_047-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 57 voix pour  
1 abstention(s) :  
Bernard CHILINI  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 mai 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



*Olivier Audibert-Troin*

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.